Gouvernement du Canada | Government of Canada

Ministère des Finances Canada

Canada

La revue financière
Publication du ministère des Finances

La revue financière fournit un aperçu des résultats financiers mensuels et cumulatifs du gouvernement du Canada. Cette publication est préparée conformément aux conventions comptables utilisées dans les états financiers annuels vérifiés du gouvernement du Canada. Les résultats financiers sommaires qui sont présentés dans *La revue financière* sont fondés sur les opérations financières inscrites aux comptes du Canada que tient le receveur général du Canada.

Faits saillants

Mars 2016 : déficit budgétaire de 9,4 milliards de dollars

Le mois de mars 2016 s'est soldé par un déficit budgétaire de 9,4 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 3,0 milliards en mars 2015. Les revenus ont diminué de 5,0 milliards en raison de la baisse importante des rentrées d'impôt sur le revenu et des autres revenus, qui a été compensée en partie par la hausse des taxes et droits d'accise. Les charges de programmes ont augmenté de 1,3 milliard (4,4 %), principalement en raison de l'augmentation des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,1 milliard (7,0 %), en raison du rajustement plus élevé de la valeur des obligations à rendement réel en fonction des prix à la consommation.

D'avril 2015 à mars 2016 : déficit budgétaire de 2,0 milliards de dollars

Pour la période d'avril à mars de l'exercice 2015-2016, le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 2,0 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 2,9 milliards pour la même période de l'exercice 2014-2015. Les revenus ont augmenté de 10,6 milliards (3,8 %), en raison de la hausse des revenus fiscaux totaux et des revenus de cotisations d'assurance-emploi, laquelle a été partiellement compensée par la baisse des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 16,6 milliards (6,6 %), sous l'effet de la croissance des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 1,1 milliard (4,1 %), en raison surtout de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Les résultats mensuels d'avril 2015 à mars 2016 ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs tiendront également compte des rajustements de fin d'exercice effectués en fonction des nouvelles données disponibles, notamment au titre des revenus fiscaux par suite des cotisations fondées sur les déclarations de revenus. En outre, ces résultats ne comprennent pas l'incidence budgétaire de 3,7 milliards de dollars de l'initiative gouvernementale visant à bonifier les prestations pour les anciens combattants. Compte tenu des rajustements de fin d'exercice, les résultats déclarés à ce jour sont conformes dans l'ensemble à la projection d'un faible déficit pour 2015-2016 publiée dans le budget de 2016.

Le gouvernement publiera à l'automne les résultats définitifs vérifiés de 2015-2016 dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada*.

Mars 2016

Le mois de mars 2016 s'est soldé par un déficit budgétaire de 9,4 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 3,0 milliards en mars 2015.

Les revenus ont totalisé 24,1 milliards de dollars en mars 2016, en baisse de 5,0 milliards par rapport à mars 2015.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 1,1 milliard de dollars (9,4 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont diminué de 2,1 milliards de dollars (37,3 %). Les sociétés sont généralement tenues de verser des acomptes mensuels pour leur année d'imposition en cours qui sont fondés sur leur impôt à payer de l'année d'imposition précédente ou leur impôt à payer estimatif de l'année en cours. Cette pratique peut causer un délai entre les événements économiques et leurs répercussions sur les rentrées mensuelles d'impôt sur le revenu des sociétés, délai qui ne s'estompe que vers la fin de l'exercice.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont diminué de 0,2 milliard de dollars (24,8 %).
- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (15,0 %). Les revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS) ont augmenté de 0,4 milliard, les taxes sur l'énergie et les droits de douane à l'importation ont tous deux augmenté de 0,1 milliard, et les autres taxes et droits d'accise ont diminué de 30 millions.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,1 milliard de dollars (3,8 %).
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur les opérations de change et les revenus divers, ont diminué de 2,0 milliards de dollars (36,7 %). Cette réduction est principalement attribuable à la hausse importante des revenus des sociétés d'État en mars 2015, qui ne s'est pas produite de nouveau en 2016.

Les charges de programmes ont totalisé 31,5 milliards de dollars en mars 2016, en hausse de 1,3 milliard (4,4 %) par rapport à mars 2015.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont diminué de 0,1 milliard de dollars (1,2 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,1 milliard (3,1 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,5 milliard (25,3 %), en partie en raison du calendrier des paiements qui varie d'une année à l'autre. Les prestations pour enfants, qui comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE), ont augmenté de 0,3 milliard (28,4 %), en raison surtout de la bonification et de l'élargissement de la PUGE en 2015.
- Les principaux transferts aux autres administrations englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux autres programmes sociaux (principalement le Transfert canadien en matière de santé [TCS] et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux [TCPS]), les paiements en vertu d'accords fiscaux et d'autres transferts (péréquation, transferts aux territoires et un certain nombre de transferts plus modestes), les transferts aux provinces pour le compte des villes et des collectivités du Canada et l'abattement d'impôt du Québec. Les principaux transferts aux autres administrations ont diminué de 0,2 milliard de dollars (2,7 %), en grande partie sous l'effet de l'augmentation d'une année sur l'autre des recouvrements estimatifs de l'abattement du Québec.
- Les charges de programmes directes se composent des paiements de transfert aux particuliers et aux organisations qui ne sont pas constatés dans les principaux transferts aux particuliers, les principaux transferts aux autres administrations ou les autres charges de programmes directes, qui comprennent les charges de fonctionnement de la Défense nationale et des autres ministères et organismes, de même que les charges des sociétés d'État. Les charges de programmes directes ont augmenté de 1,5 milliard de dollars (8,8 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
  - Les paiements de transfert ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (0,8 %).
  - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 1,5 milliard de dollars (14,3 %), principalement sous l'effet de l'augmentation des rajustements de fin d'exercice effectués au titre de l'évaluation des actifs et des passifs ainsi que de l'augmentation des coûts au titre des régimes de retraite et autres avantages des employés.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (7,0 %), en raison du rajustement plus élevé de la valeur des obligations à rendement réel en fonction des prix à la consommation.

D'avril 2015 à mars 2016

La période d'avril à mars de l'exercice 2015-2016 s'est soldée par un déficit budgétaire de 2,0 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 2,9 milliards pour la même période de 2014-2015.

Les revenus ont progressé de 10,6 milliards de dollars (3,8 %) pour s'établir à 289,6 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 4,5 milliards de dollars (3,3 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 2,5 milliards de dollars (6,3 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 6 millions de dollars (0,1 %).

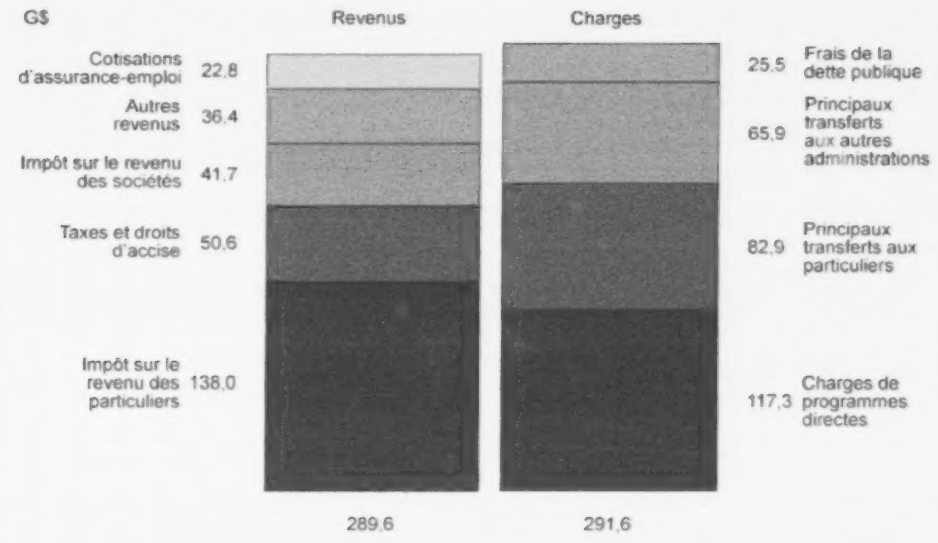
- Les taxes et droits d'accise ont rapporté 3,8 milliards de dollars (8,2 %) de plus. Les revenus tirés de la TPS ont augmenté de 2,7 milliards (8,6 %), les taxes sur l'énergie, de 0,2 milliard, les droits de douane à l'importation, de 0,8 milliard, et les autres taxes et droits d'accise, de 0,2 milliard.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (2,1 %).
- Les autres revenus ont diminué de 0,7 milliard de dollars (2,3 %), sous l'effet de différents facteurs, dont les revenus d'intérêts et de pénalités moins élevés.

Les charges de programmes ont augmenté de 16,6 milliards de dollars (6,6 %) pour s'établir à 266,0 milliards.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 7,7 milliards de dollars (10,2 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 1,7 milliard (4,0 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 1,1 milliard (5,8 %), et les prestations pour enfants ont augmenté de 4,9 milliards (37,4 %), principalement en raison de la bonification et de l'élargissement de la PUGE.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 2,7 milliards de dollars (4,3 %), principalement sous l'effet des hausses prévues dans la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 6,2 milliards de dollars (5,5 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
    - Les paiements de transfert ont diminué de 0,3 milliard de dollars (0,9 %).
    - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 6,5 milliards de dollars (8,6 %), principalement sous l'effet de l'augmentation des rajustements de fin d'exercice effectués au titre de l'évaluation des actifs et des passifs ainsi que de l'augmentation des coûts au titre des régimes de retraite et autres avantages des employés.

Les frais de la dette publique ont diminué de 1,1 milliard de dollars (4,1 %), en raison surtout de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Revenus et charges (d'avril 2015 à mars 2016)



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 12,6 milliards de dollars d'avril 2015 à mars 2016

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées ou les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, y compris le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu du déficit budgétaire de 2,0 milliards de dollars et des besoins financiers de 10,6 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril 2015 à mars 2016 s'est soldée par des besoins financiers de 12,6 milliards, comparativement à des besoins financiers de 4,3 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en hausse de 22,5 milliards de dollars

Le gouvernement a couvert ses besoins financiers de 12,6 milliards de dollars et accru ses soldes de trésorerie de 9,9 milliards en augmentant la dette non échue de 22,5 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables et de bons du Trésor.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin de mars 2016, les soldes de trésorerie s'élevaient à 37,8 milliards de dollars, en hausse de 9,9 milliards par rapport à la fin de mars 2015.

Tableau 1
État sommaire des opérations
M$

	Mars		Avril à mars	
	2015	2016	2014-2015	2015-2016
Opérations budgétaires				
Revenus	29 099	24 105	279 021	289 591
Charges				
Charges de programmes	-30 175	-31 489	-249 448	-266 019
Frais de la dette publique	-1 917	-2 052	-26 632	-25 536
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-2 993	-9 436	2 941	-1 964
Opérations non budgétaires	2 519	11 007	-7 214	-10 614
Ressources ou besoins financiers	-474	1 571	-4 273	-12 578
Variation nette dans les activités de financement	35	-6 561	6 151	22 473
Variation nette dans l'encaisse	-439	-4 990	1 878	9 895
Encaisse à la fin de la période			27 952	37 845

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2
Revenus

	Mars			Avril à mars		
	2015 (M$)	2016 (M$)	Variation (%)	2014-2015 (M$)	2015-2016 (M$)	Variation (%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	11 531	10 452	-9,4	133 582	138 040	3,3
Impôt sur le revenu des sociétés	5 741	3 601	-37,3	39 223	41 701	6,3
Impôt sur le revenu des non-résidents	666	501	-24,8	6 378	6 384	0,1
Total des impôts sur le revenu	17 938	14 554	-18,9	179 183	186 125	3,9
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 085	2 462	18,1	30 997	33 673	8,6
Taxes sur l'énergie	375	438	16,8	5 446	5 649	3,7
Droits de douane à l'importation	392	473	20,7	4 558	5 372	17,9
Autres taxes et droits d'accise	418	388	-7,2	5 734	5 888	2,7
Total des taxes et droits d'accise	3 270	3 761	15,0	46 735	50 582	8,2
Total des revenus fiscaux	21 208	18 315	-13,6	225 918	236 707	4,8
Cotisations d'assurance-emploi	2 419	2 326	-3,8	22 354	22 831	2,1
Autres revenus	5 472	3 464	-36,7	30 749	30 053	-2,3
Total des revenus	29 099	24 105	-17,2	279 021	289 591	3,8

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges

	Mars			Avril à mars		
	2015 (M$)	2016 (M$)	Variation (%)	2014-2015 (M$)	2015-2016 (M$)	Variation (%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations pour les aînés	3 786	3 903	3,1	43 763	45 494	4,0
Prestations d'assurance-emploi	2 128	1 590	-25,3	18 382	19 440	5,8
Prestations pour enfants	1 185	1 522	28,4	13 049	17 929	37,4
Total	7 099	7 015	-1,2	75 194	82 863	10,2
Principaux transferts aux autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	2 676	2 835	5,9	32 114	34 025	6,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 048	1 080	3,1	12 582	12 959	3,0
Total	3 724	3 915	5,1	44 696	46 984	5,1
Accords fiscaux et autres transferts[1]	1 972	1 844	-6,5	20 674	21 345	3,2
Villes et collectivités du Canada	15	37	146,7	1 973	1 973	0,0
Abattement d'impôt du Québec	-136	-371	172,8	-4 234	-4 451	5,1
Total	5 575	5 425	-2,7	63 109	65 851	4,3
Charges de programmes directes						
Paiements de transfert						
Affaires autochtones et Développement du Nord	1 952	1 484	-24,0	7 444	7 775	4,4
Agriculture et Agroalimentaire	417	270	-35,3	1 290	1 289	-0,1
Emploi et Développement social	929	945	1,7	6 097	6 273	2,9
Affaires étrangères, Commerce et Développement	1 511	1 535	1,6	3 904	4 366	11,8
Santé	319	333	4,4	2 949	2 985	1,2
Industrie	414	467	12,8	2 399	1 404	-41,5
Autres[1]	1 508	2 072	37,4	11 435	11 091	-3,0

Total	7 050	7 106	0,8	35 518	35 183	-0,9
Autres charges de programmes directes						
Sociétés d'État	1 303	726	-44,3	8 227	8 562	4,1
Défense nationale	3 426	3 814	11,3	21 804	24 474	12,2
Tous les autres ministères et organismes	5 722	7 403	29,4	45 596	49 086	7,7
Total des autres charges de programmes directes	10 451	11 943	14,3	75 627	82 122	8,6
Total des charges de programmes directes	17 501	19 049	8,8	111 145	117 305	5,5
Total des charges de programmes	30 175	31 489	4,4	249 448	266 019	6,6
Frais de la dette publique	1 917	2 052	7,0	26 632	25 536	-4,1
Total des charges	32 092	33 541	4,5	276 080	291 555	5,6

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle des états financiers consolidés du gouvernement du Canada de 2014-2015.

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers
M$

	Mars		Avril à mars	
	2015	2016	2014-2015	2015-2016
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-2 993	-9 436	2 941	-1 964
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-251	-112	-3 801	-4 091
Autres activités d'investissement	-60	770	2 349	-5 340
Régimes de retraite et autres passifs	-85	-58	2 017	4 381
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	7 748	8 706	1 526	282
Opérations de change	-4 872	2 836	-12 756	-8 520
Amortissement des immobilisations corporelles	39	-1 135	3 451	2 674
Total des autres activités	2 915	10 407	-7 779	-5 564
Total des opérations non budgétaires	2 519	11 007	-7 214	-10 614
Ressources ou besoins financiers	-474	1 571	-4 273	-12 578

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement
M$

	Mars		Avril à mars	
	2015	2016	2014-2015	2015-2016
Ressources ou besoins financiers	-474	1 571	-4 273	-12 578
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	4 397	730	14 493	16 208
Bons du Trésor	-9 500	-4 100	-17 300	2 400
Titres au détail	-26	4	-69	-585
Total	-5 129	-3 366	-2 876	18 023
Emprunts en devises	4 554	-1 232	4 237	2 215
Total	-573	-4 598	748	20 238
Réévaluation de swaps de devises	125	-1 886	4 343	1 722
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	168	49	1 112	751
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	314	-26	-50	-238
Variation nette dans les activités de financement	35	6 561	6 151	22 473
Variation dans l'encaisse	-439	4 990	1 878	9 895

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, le total peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif
M$

	31 mars 2015	31 mars 2016	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	123 631	125 788	2 157
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	487 881	504 089	16 208
Bons du Trésor	135 692	138 092	2 400
Titres au détail	5 680	5 075	-585
Total partiel	649 253	647 256	-1 997
Payable en devises	20 267	22 482	2 215
Compte de réévaluation de swaps de devises	5 669	8 391	2 722
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	8 296	9 047	751
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	4 715	4 477	-238
Total de la dette non échue	865 180	687 653	22 473
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	152 664	151 950	-714
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	76 140	81 636	5 496
Autres passifs	6 902	5 601	-401
Total des régimes de retraite et autres passifs	234 906	239 187	4 381
Total de la dette portant intérêt	899 086	926 840	26 854
Total des passifs	1 023 617	1 052 628	29 011
Actifs financiers			
Trésorerie et créances	136 696	148 466	11 770
Comptes d'opérations de change	85 018	93 538	8 520

Prêts, placements et avances (nets des provisions)[1]	113 681	116 396	2 715
Actifs des régimes de retraite du secteur public	1 263	1 263	0
Total des actifs financiers	336 658	359 663	23 005
Dette nette	686 959	692 965	6 006
Actifs non financiers	74 629	76 046	1 417
Dette fédérale (déficit accumulé)	612 330	616 919	4 589

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Le montant de 31 mars 2015 inclut des perte de 2,0 milliards de dollars au titre des autres éléments du résultat global enregistrées par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État pour la période d'avril 2015 à mars 2016.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Bradley Recker au 613-369-3667.

Mai 2016

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2016)

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document doit être adressée au ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN : 1487-0134